



SENTIENCE
POLITICS



Alimentation durable 2020

Plus efficace, plus juste, plus indépendante, plus saine, plus respectueuse des animaux

1. Efficacité des ressources et changement climatique
2. Efficacité des ressources et pauvreté dans le monde
3. Importations de fourrage et sécurité d'approvisionnement
4. Alimentation végétale et santé
5. Protection des animaux
6. Alimentation durable 2020 – mesures
7. Références

Au cours des dernières décennies, notre société a adopté un mode d'alimentation accélérant le réchauffement climatique, aggravant la faim dans le monde et la pénurie d'eau, n'assurant pas une sécurité d'approvisionnement suffisante, nuisible à la santé et contraire au principe constitutionnel de la dignité de l'animal. D'un point de vue éthique et politique, la problématique réside avant tout dans la forte consommation de denrées alimentaires d'origine animale ^[1]. C'est pourquoi promouvoir l'alimentation végétale représente une solution rationnelle à ce problème ^[2].

Nous pouvons inverser la tendance d'ici 2020 par une hausse significative de la consommation par tête d'aliments d'origine végétale, une nette régression de la consommation par tête d'aliments d'origine animale.

Les points 1 à 5 de la présente prise de position exposent des arguments en faveur de cette inversion de tendance et indiquent la nécessité d'un tel changement. Le point 6 fait état de propositions de mesures concrètes pouvant être prises dans ce sens. Nous espérons que ces suggestions trouveront un écho en politique, dans la société civile et dans l'économie et aboutiront, le cas échéant, à une transposition adaptée aux différents cas de figure. Peu importe que les mesures prises relèvent du niveau communal, cantonal, national ou international. Nous comptons entamer un réel revirement de tendance sur tous les fronts d'ici 2020.

1. Efficacité des ressources et changement climatique

L'élevage industriel occasionne de nombreux problèmes environnementaux. En Suisse, l'alimentation représente – à hauteur de 30% – le facteur principal des nuisances environnementales^[3]. L'élevage industriel constitue d'ailleurs l'une des causes majeures du changement climatique. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement PNUÉ estime qu'une réduction des émissions de GES d'au moins 50% s'avère nécessaire d'ici à 2050 afin d'entraver les conséquences les plus graves du changement climatique^[4]. Notre société devrait privilégier une alimentation végétale pour atteindre cet objectif^[5], notamment compte tenu des coûts économiques générés.

Les gaz à effet de serre (GES): Les domaines du transport et de l'habitat sont souvent exclusivement mis en cause comme étant les principaux responsables du changement climatique. Cet argument nous paraît irrationnel. En effet, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'élevage industriel cause 14.5% des émissions de GES^[6], rendant ce dernier aussi nocif que les transports avec 15%^[7]. En revanche, les fruits et légumes représentent 1.9% et les produits céréaliers même seulement 1.4% des émissions de GES^[3]. Ainsi, l'EPF de Zurich aboutit à la conclusion selon laquelle les émissions de GES provenant de l'agriculture en Suisse pourraient être réduites en premier lieu par une diminution du cheptel^[8, 9]. En outre, le changement climatique aggrave l'insécurité alimentaire des personnes les plus démunies^[10].

Efficacité des ressources: L'alimentation végétale nécessite une surface agricole cinq fois inférieure à celle requise pour l'alimentation moyenne actuelle^[11]. L'élevage sollicite 70% de la surface cultivable mondiale et 30% de la surface totale de la terre^[12]. 70% de la déforestation de la forêt amazonienne se fait au profit de zones de pâture, et une large part des 30% restants est imputable à la production destinée au fourrage pour animaux (ibid.). La très grande majorité du soja importé en Suisse provient du Brésil, ce qui rend notre pays complice de la déforestation susmentionnée^[13]. De même, plus de 80% des aliments pour animaux destinés à l'élevage bio proviennent de l'étranger^[14].

Pollution des eaux: Les excréments d'animaux (ammoniac), les antibiotiques et les hormones ainsi que les engrais et autres pesticides nécessaires à la production de fourrage constituent une cause majeure de pollution de l'eau^[15].

Coûts: Selon le gouvernement britannique, si rien n'est entrepris pour lutter contre ces problèmes environnementaux, les conséquences du changement climatique occasionneront des pertes économiques de l'ordre de 5-20% du produit intérieur brut global (soit jusqu'à € 5'500 milliards de pertes annuelles). Quant aux coûts permettant d'éviter les pires conséquences écologiques, ils sont estimés à seulement 1%^[16].

2. Efficacité des ressources et pauvreté dans le monde

Du fait des importantes ressources qu'elle nécessite, l'industrie de l'élevage occasionne de nombreux problèmes socio-économiques. Elle porte atteinte à l'équité vis-à-vis des plus pauvres du monde et accentue particulièrement le phénomène de la faim dans le monde^[17]. En raison de son efficacité, l'alimentation végétale constitue une solution rationnelle à ce

problème et devrait, de ce fait, être encouragée ^[2]. Au vu de l'accroissement de la population mondiale, cette solution semble d'autant plus évidente.

Pénurie d'eau: Dans les régions dans lesquelles les cultures destinées à l'alimentation animale sont arrosées artificiellement, l'élevage aggrave la pénurie d'eau. En effet, la consommation d'eau liée aux besoins de la production se chiffre, par exemple, à 15'000l d'eau pour 1kg de viande de bœuf ^[18]. A titre de comparaison, 1kg de blé nécessite seulement 1'600l d'eau ^[19].

Evincement des paysans locaux: Les besoins massifs en terres requis par l'élevage industriel conduisent souvent à l'évincement des populations paysannes indigènes de leurs petites exploitations agricoles ^[20].

Renchérissement des aliments de base: Les besoins en fourrage de l'élevage industriel engendrent une augmentation des prix des céréales et du soja sur les marchés mondiaux ^[21]. Cela touche en particulier les populations les plus démunies de ce monde ^[20].

Gaspillage de nourriture et faim dans le monde: La production d'un kilo de viande de bœuf nécessite jusqu'à 13kg de céréales, tandis que la même quantité de viande de porc requiert jusqu'à 5.9kg de céréales ^[22]. 85% des récoltes mondiales de soja ^[23] et 35% de la production de céréales sont utilisés pour nourrir les animaux d'élevage ^[24]. En Suisse, ce taux s'élève même à 80% ^[25]. Simultanément, 842 millions d'humains sont sous-alimentés ^[26], ce qui occasionne 20'000 décès au quotidien ^[27]. Si l'on affectait les récoltes de céréales à l'alimentation humaine, il serait aujourd'hui possible de nourrir 4 milliards de personnes supplémentaires ^[28], ce qui couvrirait largement les besoins alimentaires liés à la croissance de la population mondiale, estimée à 2.4 milliards d'individus ^[29].

3. Importations de fourrage et sécurité d'approvisionnement

Des quantités trop importantes d'aliments d'origine animale sont actuellement consommées en Suisse, également du point de vue de la sécurité d'approvisionnement. L'élevage industriel est fortement dépendant de l'import de tels fourrages en Suisse, ce qui n'a pas été pris en compte dans le calcul du "degré d'autoapprovisionnement" jusqu'ici. L'efficacité des ressources que permet l'alimentation végétale augmente la souveraineté alimentaire.

Degré d'autoapprovisionnement: Le degré d'autoapprovisionnement de la Suisse se situe prétendument à environ 60% ^[30]. Si l'on tenait compte des importations nécessaires à l'alimentation animale – ce qui serait correct –, ce taux se situerait encore à 50%. Cela signifie que nous importons l'équivalent de 50% de nos besoins en ressources alimentaires ^[31]. La Suisse importe annuellement 430'000t d'aliments protéinés destinés à l'élevage, tandis que les importations de soja ont décuplé ces vingt dernières années ^[32]. Pour produire l'équivalent de l'alimentation animale importée en Suisse, une surface agricole de 250'000ha est nécessaire ^[33]. A titre de comparaison, la surface agricole suisse s'élève pour sa part à 270'000ha ^[34]. Ainsi, pour maintenir la consommation actuelle d'aliments d'origine animale en Suisse, il faut une surface identique de terre agricole à l'étranger.

Propositions de solutions irrationnelles: L'UDC et l'Union Suisse des Paysans (USP) souhaitent accroître le degré d'autoapprovisionnement au moyen d'initiatives populaires ^[35].

A cet égard, l'USP propose un accroissement de 40'000ha de la surface des terres cultivables suisses destinées à la production d'alimentation animale. Cela permettrait certes d'augmenter le degré d'autoapprovisionnement de 15%, mais l'effet de la mesure se limite à cela. L'USP écrit:

Au vu des nombreux facteurs devant être pris en compte (...), une poursuite de l'expansion des surfaces agricoles destinées à la production de fourrage ne semble guère réaliste. Dès lors, une production exclusivement nationale est complètement irréaliste ^[36].

Même si l'on venait à autoriser à nouveau l'utilisation de farines animales, les importations de soja pourraient être réduites tout au plus de 10% ^[37]. Il semble donc évident que le degré d'autoapprovisionnement de la Suisse ne peut être amélioré de manière significative que par la promotion d'une alimentation végétale.

4. Alimentation végétale et santé

D'un point de vue médical, l'on constate actuellement une consommation excessive de produits d'origine animale conduisant à de nombreux problèmes de santé et à des coûts de santé élevés. Une alimentation principalement végétale est saine et réduit le risque de diverses maladies ^[38]. Elle devrait donc être promue comme un moyen de prévention efficace des maladies.

Recours aux antibiotiques et danger de pandémie: Afin d'éviter que les animaux ne tombent malades, l'élevage industriel recourt annuellement à de 66'000kg d'antibiotiques, rien qu'en Suisse ^[39]. Cette utilisation engendre l'apparition de germes multi-résistants parmi les animaux d'élevage ^[40] – y compris dans les élevages bio et dans 36% des eaux ^[41, 42]. Si ces germes sont transmis à l'homme par la consommation alimentaire, les traitements médicaux sont très limités. Si nous ne revoyons pas nos habitudes alimentaires, les antibiotiques connus actuellement pourraient ne plus avoir d'effet d'ici 10 à 15 ans ^[43]. Aujourd'hui déjà, 80 décès annuels sont imputables à des germes résistants ^[44]. La concentration de germes induits par l'élevage industriel favorise d'ailleurs l'apparition de pandémies telles que la grippe aviaire ^[45].

Alimentation végétale: Le rapport d'experts de la Commission fédérale de l'alimentation COFA évalue favorablement l'alimentation majoritairement végétale:

Indépendamment de la question de végétarisme, l'état de la connaissance scientifique de ces vingt dernières années a démontré qu'une alimentation composée en grande partie de fruits et légumes, de noix ou de produits complets contribuerait au maintien et à l'amélioration de la santé ^[46].

Maladies cardiovasculaires: Le risque de maladies cardiovasculaires peut être réduit de façon significative par un mode d'alimentation plus végétal (ibid.). En effet, les produits végétaux contiennent moins d'acides gras saturés et pas de cholestérol.

Diabète sucré: Une consommation réduite de produits animaux diminue le risque de développer un diabète sucré. Avec une alimentation exclusivement végétarienne, ce risque est même réduit de moitié ^[47].

Surpoids: Dans le cadre d'une étude menée sur cinq ans, les participant(e)s ayant réduit leur consommation de produits animaux sont ceux qui ont pris le moins de poids ^[48]. La

densité calorique de nombreux aliments végétaux est faible, tandis que leur teneur en éléments nutritifs et en fibres est élevée.

Santé et lait de vache: La publicité nous fait croire que la consommation de produits laitiers de vache serait indispensable à la bonne santé et à la fortification des os. Les données scientifiques suggèrent toutefois que la consommation de produits laitiers n'a aucun effet positif sur le risque de fracture^[49] y compris chez les adolescents et les enfants^[50].

Coûts: Il s'agit de tenir compte du fait que les conséquences économiques d'une consommation trop importante de produits animaux sont considérables. Rien qu'en Suisse, les coûts induits par le surpoids s'élèvent annuellement à CHF 5.8 milliards^[51].

5. Protection des animaux

L'utilisation d'animaux d'élevage, qu'elle soit biologique ou conventionnelle, est contraire au principe constitutionnel de la dignité de l'animal^[52]. Outre les nombreuses maladies liées à l'élevage industriel, elle cause avant tout beaucoup de souffrance lors de l'élevage, du transport et de l'abattage. En promouvant l'alimentation végétale, nous tenons également compte des intérêts des animaux d'élevage dont un grand nombre subit actuellement des maltraitances. Rien qu'en Suisse, 150'000 animaux sont tués chaque jour^[53].

Abattage de l'animal conscient: C'est à l'abattoir qu'il est le plus clairement mis en évidence que l'élevage industriel nuit à l'animal. Pour 4-9% des bœufs, l'étourdissement au pistolet doit être répété, tandis que l'étourdissement au CO₂ échoue chez 0.1 à 1% des porcs^[54, 55]. Cela signifie que plus de 26'000 bœufs et veaux ainsi que plus de 2'800 porcs sont éviscérés ou échaudés conscients en Suisse^[56, 57, 58]. Cela est en totale contradiction avec l'article 21 de la loi sur la protection des animaux: "Les mammifères ne peuvent être abattus que s'ils sont étourdis avant d'être saignés."^[52]

Troubles du comportement et mammites: L'élevage laitier n'est pas aussi idyllique que le prétend la publicité^[59]. Les vaches allaitantes et les veaux sont séparés dans la première semaine qui suit le vêlage^[60] – il en va de même pour 95% des exploitations bio^[61] – bien qu'un lien étroit entre la mère et l'enfant existe chez la vache^[62]. Cette durée d'allaitement fortement réduite occasionne des troubles du comportement chez les veaux : ils se têtent mutuellement^[63]. C'est pourquoi ils sont souvent détenus dans des cages individuelles et nourris par un substitut de lait^[64]. Afin que les vaches produisent du lait en permanence, elles doivent vêler sans cesse (ibid.). Alors qu'une vache produirait 8l de lait par jour pour nourrir son veau dans des conditions naturelles, le "rendement" actuel de lait se situe à 25l par jour (ibid.). L'élevage excessif provoque de nombreux problèmes de santé^[65]. Une vache bio sur trois souffre également de mammites^[66].

Gazage et cannibalisme: L'élevage industriel des volailles présente également de nombreux abus^[67]. Dans l'industrie des œufs, les poussins mâles sont gazés ou broyés vifs juste après l'éclosion parce qu'ils ne sont pas aptes à pondre des œufs et ni à produire assez de viande^[68]. C'est le sort réservé annuellement à plus de 2 millions de poussins, rien qu'en Suisse^[69]. Après avoir pondu 300 œufs en une année, les poules pondeuses sont également gazées – ici aussi, l'élevage bio ne se distingue pas par un traitement plus

favorable ^[70, 71]. Les poulets de chair vivent à 20 sur 1m². En l'espace de 40 jours, ils atteignent un poids de 2kg et sont abattus – malgré leur espérance de vie de 20 ans. Ici aussi, l'élevage excessif est à l'origine de nombreuses maladies ^[72], de picage de plumes et de cannibalisme ^[73, 74] – il en est de même dans les exploitations bio, également en Suisse ^[75, 76]. Cela se fait en toute légalité, malgré le débecquage systématique comme mesure de prévention, en dépit de la sensibilité extrême du bec des poules. ^[77, 78].

Castration et défaillance cardiaque: L'élevage de porcs représente également une source de souffrance pour l'animal ^[79]. A la naissance, un à deux porcelets sont écrasés par leur mère ^[80]. Ils sont séparés d'elle après 18 jours ^[81]. Leurs dents sont limées afin qu'ils ne blessent pas leurs congénères ^[78]. Les verrats sont castrés en raison de leur odeur uniquement – en toute légalité ^[82, 78]. Lors de l'engraissement, les porcs atteignent leur "poids vif" de 100kg en moins de six mois ^[83, 84]. Les maladies liées aux conditions d'élevage telles que les lésions articulaires et la défaillance cardiaque sont fréquentes ^[85, 86].

Déficit d'information et publicité: Dans un sondage, 88% des personnes interrogées ignoraient que la loi suisse sur la protection des animaux ne garantit pas de paillage, et 70% d'entre elles ignoraient que les animaux destinés à l'engraissement étaient privés de parcours ^[87]. 64% des sondés ne savaient pas que les marques *Suisse Garantie* et *Viande Suisse* n'imposent pas d'élevage avec parcours en plein air ou pensaient à tort que tel était le cas ^[88]. Des messages publicitaires trompeurs véhiculant des termes tels que "conforme aux besoins des espèces" et "conforme à la norme suisse de protection des animaux" contribuent à cette erreur de jugement ^[89]. Cela révèle également que la Confédération néglige son devoir d'information en matière de protection des animaux prescrit par la loi ^[52].

Production de masse et bien-être animal: Comme cela a été démontré, les conditions d'élevage industriel actuelles ignorent systématiquement la dignité de l'animal ^[52]. Pourquoi? (1) L'élevage industriel est d'une telle inefficacité en termes de ressources en terre et en nourriture ^[11, 22] qu'il n'est pas économiquement viable malgré des milliards subventionnés ^[90]. C'est pourquoi des gains d'efficacité ne peuvent souvent être obtenus que par une augmentation de la performance de la "ressource animal", et ce au détriment du bien-être animal ^[91]. (2) La consommation trop élevée de produits animaux nécessite une industrie d'élevage qui produit à la chaîne; rien qu'en Suisse, 55 millions d'animaux terrestres sont tués annuellement, prématurément ^[53, 92]. Qu'il s'agisse d'élevage biologique ou conventionnel, une telle production de masse représente inévitablement des souffrances considérables pour les animaux ^[93]. En promouvant l'alimentation végétale, nous prenons au sérieux la protection des animaux.

6. Alimentation durable 2020 – mesures

Afin d'être promue, il est crucial que la cuisine végétale se voit attribuer une importance accrue au niveau institutionnel et sur le plan social. Une telle approche structurelle est libérale et dirige la société vers une alimentation durable d'une manière ciblée ^[94]. Grâce à une amélioration de l'offre de denrées alimentaires végétales nous nous alimentons nettement plus souvent de manière durable ^[95], sans restrictions de liberté, de plaisir gustatif ou de confort ^[96]. C'est en ce sens que nous proposons les prises de mesures suivantes :

Amélioration de la gastronomie végétale:

1. Formation professionnelle: Dans le cadre actuel de la formation de cuisinière/cuisinier, la quasi-totalité des menus d'examen contiennent de la viande. L'importance accrue de la cuisine végétale (végétarienne et végétalienne) constituera une nouveauté dans la formation de cuisinière/cuisinier. Au moins la moitié des menus d'examen officiels seront végétariens dont un au minimum sera purement végétal (végétalien).

2. Formation scolaire: A l'heure actuelle, il n'est guère tenu compte de la cuisine végétale dans le cadre de l'enseignement de l'économie familiale ^[97]. A l'avenir, il sera accordé une valeur beaucoup plus importante à la cuisine végétale (végétarienne et végétalienne) dans l'enseignement scolaire. Au moins la moitié des plats principaux que les élèves apprennent à confectionner seront explicitement végétaux. Chaque trimestre inclura au minimum une entrée, un plat principal ainsi qu'un dessert purement végétal (végétalien).

3. Formation continue: Les établissements gastronomiques permettant à leurs cuisinières et cuisiniers de se perfectionner dans la cuisine végétale ^[98] ainsi que les cuisinières et cuisiniers qui se décident à suivre une telle formation de leur propre chef bénéficieront d'un soutien financier. S'il s'agit d'une entreprise formatrice ou d'un(e) maître(sse) d'apprentissage, ce soutien sera d'autant plus important.

Amélioration de l'offre de produits végétaux:

4. Etablissements publics: Les établissements gastronomiques qui proposent des plats à base de viande incluent des plats végétariens et végétaliens de haute qualité dans leur carte. Les restaurants des établissements publics (restaurants scolaires et universitaires, cantines d'entreprises de l'administration publique, prisons, armée etc.) adoptent les mesures appropriées pour encourager la consommation des menus végétariens et végétaliens et réduire la part de produits animaux (formation continue, déclaration, présentation, différenciation des prix).

5. Secteur privé: Des entreprises qui cultivent des aliments végétaux ou qui élaborent des produits à base de plantes pouvant faire office de produit de substitution devraient être subventionnées par les collectivités publiques (de la même manière que, par exemple, les énergies renouvelables).

Amélioration des bases de décisions:

6. Recommandation: Les communes, les cantons et la Confédération recommandent de réduire la consommation de produits d'origine animale et d'augmenter la consommation de plats végétariens et végétaliens sur la base des raisons décrites dans la présente prise de position.

7. Recherche: La Confédération ou certains cantons font procéder au calcul des coûts économiques engendrés par une consommation excessive de produits d'origine animale (coûts de la santé, coûts environnementaux, coûts liés à la dépendance agricole vis-à-vis de l'étranger etc.).

7. Références

1. GBS (2012a). Ethik & Politik.
2. GBS (2012b). Rationalität.
3. FOEN (2011). Environmental Impacts of Swiss Consumption and Production. Bern.
4. UNEP (2010). How Close Are We to the Two Degree Limit? Bali.
5. Guardian (2010). UN urges global move to meat and dairy-free diet.
6. FAO (2013b). Tackling climate change through livestock. Rome.
7. ITF (2010). Reducing Transport Greenhouse Gas Emissions. Leipzig.
8. BLW (2009). Je weniger Tiere, desto weniger landwirtschaftliche Treibhausgase.
9. ETHZ (2009). THG 2020 – Möglichkeiten und Grenzen zur Vermeidung landwirtschaftlicher Treibhausgase in der Schweiz. Zürich.
10. WFP (2009). Climate change and hunger. Rome.
11. Gerbens-Leenes PW, Nonhebel S & Ivens WP (2002). A method to determine land requirements relating to food consumption patterns. Agriculture, Ecosystems and Environment 90, 47-58.
12. FAO (2006b). Livestock's impact on the environment. Spotlight.
13. SB (2010). Kaum Alternativen zu Soja aus Brasilien. Bern.
14. SRF (2009). Bio-Schwindel: Ökologisch unsinnige Importe.
15. FAO (2006a). Livestock's Long Shadow. Rome.
16. Stern N (2006). Stern Review on the Economics of Climate Change. London.
17. HSI (2011). The impact of industrialized animal agriculture on world hunger.
18. UNESCO (2010). The green, blue and grey water footprint of farm animals and animal products. Delft.
19. Mekonnen M & Hoekstra A (2011). The green, blue and grey water footprint of crops and derived crop products. Twente.
20. EvB (2010). Fleisch. Weniger ist mehr. Zürich.
21. USDA (2008). Global Agricultural Supply and Demand: Factors Contributing to the Recent Increase in Food Commodity Prices. Washington.
22. Pimentel D & Pimentel M (2003). Sustainability of meat-based and plant-based diets and the environment. American Journal of Clinical Nutrition 78 (3), 660S-663S.
23. Soyatech (2014). Soy Facts.
24. WFP (2014). Fakten zur Welternährung.
25. SBV (2013b). Situationsbericht 2013. Laufenburg.
26. FAO (2013a). The State of Food Insecurity in the World. Rome.
27. UN (2009). New UN website aims to educate youth on hunger issues.
28. Cassidy E, West P, Gerber J & Foley J (2013). Redefining agricultural yields: from tonnes to people nourished per hectare. Environmental Research Letters 8, 1-8.
29. UN (2012). World Populations Prospects. The 2012 Revision. New York.
30. OFS (2010). Production indigène, exportations, importations et consommation.
31. SBV (2013a). Rosinen picken. Referat von Francis Egger. Thörishaus.
32. LID (2012). Importe von Eiweissfuttermitteln.
33. Agrofutura (2011). Sojaimporte Schweiz. Möglichkeiten und Grenzen der Reduktion/Vermeidung von Sojaimporten in die Schweiz. Frick.
34. BFS (2014). Land- und Forstwirtschaft. Die wichtigsten Zahlen.
35. NZZ (2013). Konservative Bauern im Clinch.
36. SBV (2011). Stärkung der Versorgung mit Schweizer Kraftfutter. Brugg.
37. SRF (2014). Masttiere sollen wieder Tiermehl fressen.

38. ADA (2009). Position of the American Dietetic Association: vegetarian diets. *Journal of the American Dietetic Association* 109 (7), 1266-82.
39. OVF (2011). Diminution des ventes d'antibiotiques utilisés en médecine vétérinaire.
40. Reist M, Geser N, Hächler H, Schärler S & Stephan R (2013). ESBL-Producing Enterobacteriaceae: Occurrence, Risk Factors for Fecal Carriage and Strain Traits in the Swiss Slaughter Cattle Population Younger than 2 Years Sampled at Abattoir Level. *Plos One* 8 (8).
41. 20min (2014). Poulet-Test: 90 Prozent voller resistenter Keime.
42. Zurfluh K, Hächler H, Nüesch-Inderbini M & Stephan R (2013). Characteristics of Extended-Spectrum β -Lactamase- and Carbapenemase-Producing Enterobacteriaceae Isolates from Rivers and Lakes in Switzerland. *Applied Environmental Microbiology* 79 (9), 3021-3026.
43. SRF (2012). Resistenz gegen Antibiotika.
44. SWI (2007). Wirkung von Antibiotika nimmt ab.
45. HuffPost (2013). We are not safe from bird flu as long as factory farms exist.
46. COFA (2006). Avantages et désavantages d'une alimentation végétarienne pour la santé. Rapport des experts de la Commission fédérale de l'alimentation. Berne.
47. Tonstad S, Butler T, Yan R & Fraser GE (2009). Type of Vegetarian Diet, Body Weight, and Prevalence of Type 2 Diabetes. *Diabetes Care*. 32 (5), 791-796.
48. Rosell M, Appleby P, Spencer E & Key T (2006). Weight gain over 5 years in 21 966 meat-eating, fish-eating, vegetarian, and vegan men and women in EPIC-Oxford. *International Journal of Obesity* 30, 1389-1396.
49. Bischoff-Ferrari HA, Dawson-Hughes B, Baron JA, Burckhardt P, Li R, Spiegelman D, ... Willett WC (2007). Calcium intake and hip fracture risk in men and women: a metaanalysis of prospective cohort studies and randomized controlled trials. *American Journal of Clinical Nutrition* 86, 1780-90.
50. Lanou AJ, Berkow SE & Barnard ND (2005). Calcium, dairy products, and bone health in children and young adults: a reevaluation of the evidence. *Pediatrics*. 115 (3), 736-43.
51. Schneider H, Venetz W & Gallani Beradro C (2009). Overweight and obesity in Switzerland. Basel.
52. LPA (2008). Loi fédéral sur la protection des animaux.
53. ST (2013b). Zahlen rund um das Schlachten in Europa.
54. 3sat (2012). Horror im Schlachthof.
55. FAZ (2012). Leid auf dem Schlachthof.
56. SRF (2013b). Wie viele Tiere sterben pro Jahr für den Fleischkonsum?
57. YT (2012). Geschlachtet nach EU-Richtlinien.
58. UZH (2009). Schweine in Atemnot. CO₂-Betäubung bei Schlachtschweinen.
59. VEBU (2013). Das Klagen der Kühe.
60. France3 (2012). Adieu, veau, vache, cochon, couvée.
61. FAL (2004). Bundesweite repräsentative Erhebung und Analyse der verbreiteten Produktionsverfahren, der realisierten Vermarktungswege und der wirtschaftlichen sowie sozialen Lage ökologisch wirtschaftender Betriebe und Aufbau eines bundesweiten Praxis-Forschungs-Netzes. Westerau.
62. Barth K, Schneider R, Roth B & Hillmann E (2009). Aufzucht der muttergebundenen Kälberaufzucht auf das Melkverhalten der Kühe. In: Mayer J. Werte – Wege – Wirkungen. Biolandbau im Spannungsfeld zwischen Ernährungssicherung, Markt und Klimawandel. Berlin.

63. Egle (2005). Verhaltensbeobachtungen zum gegenseitigen Besaugen von Fleckviehkälbern. Ehingen.
64. TIF (2009). Kühe und ihre Kälber.
65. SVT (2005). Wirtschaftliche Milchproduktion und Tierwohl – ein Widerspruch im Zuchtziel? Zollikofen.
66. Brinkmann J & Winckler C (2005). Status quo der Tiergesundheitssituation in der ökologischen Milchviehhaltung – Mastitis, Lahmheiten, Stoffwechselstörungen. In: Hess J & Rahmann G (Hg.). Ende der Nische, Beiträge zur 8. Wissenschaftstagung Ökologischer Landbau. Kassel.
67. SWR (2011). Massentierhaltung Hühner.
68. ZDF (2006). Küken sexen.
69. FiBL (2004). Töten männlicher Legeküken. Situationsanalyse Schweiz 2004. Frick.
70. TIF (2010a). Der Ballast mit den Hennen.
71. SRF (2011). Hühner als Wegwerfware.
72. TIF (2010c). Hühnerzucht mit schlimmen Folgen.
73. TIF (2013). Das Hacken der Hühner.
74. DTSB (2009). Hühnermast.
75. SRF (2003). Arme Legehennen: Eierlegen bis zum Umfallen.
76. TIF (2011a). Kannibalismus in der Schweizer Hühnermast.
77. BLV (2008). Touchieren gegen Federpicken und Kannibalismus.
78. TSchV (2008). Schweizerische Tierschutzverordnung.
79. Spiegel (2005). Schweineleben in Deutschland.
80. TIF (2012a). Ferkel – die ersten Tage.
81. TIF (2010b). Das Hausschwein.
82. TIF (2011c). Stinkende Schweine. Das Feilschen ums Wohl der Eber.
83. TIF (2011b). Schweizer Schweinemast.
84. TIF (2012b). Das weltweite Geschäft mit den Schweinen.
85. Hörning B (2008). Auswirkungen der Zucht auf das Verhalten von Nutztieren. Kassel: Kassel University Press.
86. Heinritzi K, Gindele HR, Reiner G & Schnurrbusch U (2006). Schweinekrankheiten. Stuttgart: UTB.
87. SRF (2013a). Schweizer Mastrinder sehen oft weder Gras noch Sonne.
88. STS (2013b). Umfrage QM Schweizer Fleisch.
89. STS (2013a). Problematische Fleischwerbung und tierschützerisches Informationsdefizit.
90. NZZ (2012). Milliarden für Schweizer Bauern.
91. Beobachter (2009). Fleischindustrie. Hightech im Stall.
92. ST (2013a). Lebenserwartung von Schlachttieren.
93. TIF (2010d). Tiere ab Fließband.
94. Thaler RH, Sunstein CR (2008). Nudge. Improving decisions about health, wealth and happiness. New York: Penguin.
95. UB (2013). Mensa-Kampagne: Mit mehr Vegi-Menüs fast 14 Tonnen CO2 eingespart.
96. ARD (2010). Veganer Gulasch – Wie ernährt sich Deutschland.
97. BS (2013). Lehrplan Orientierungsschule. Hauswirtschaft.
98. Hittl, Haco & GVNachhaltig (2013). Fortbildungen in pflanzlicher Küche.

Qui sommes-nous ?

Sentience Politics est un projet de la Fondation Giordano Bruno Suisse (GBS) qui a vu le jour au cours de l'été 2013. Think tank dédié à l'humanisme et la rationalité, la GBS est une

passerelle jetée entre la science et la société. Elle bénéficie du soutien de nombreux(ses) scientifiques, philosophes et artistes, membres du comité consultatif prenant part au débat politique public à travers des documents de position.

Contact

Adresse

GBS Suisse
Efringerstrasse 25
CH-4057 Bâle
gbs-schweiz.org
sentience.ch

Co-président GBS Suisse

Adriano Mannino
+41 78 858 22 70
adriano.mannino@gbs-schweiz.org

Directrice de projet Sentience Politics

Michèle Singer
+41 78 755 59 96
michele.singer@sentience.ch

Coordonnateur d'initiative Berne

Sebastian Leugger
+41 77 434 85 81
sebastian.leugger@sentience.ch

Soutenez-vous Sentience !

La réduction des souffrances inutiles grâce à Sentience Politics dépend entièrement de vos dons. Soutenez-nous, et plus effectif encore, encouragez vos amis ! Merci beaucoup !

Compte*

IBAN: CH66 0023 3233 1519 7040 F
BIC: UBSWCHZH40A
Compte PC: 80-2-2
Banque: UBS AG, Claraplatz 2, CH-4058 Basel
Destinataire: GBS Suisse, Efringerstrasse 25, CH-4057 Bâle

* GBS Suisse est reconnu dans le canton de Bâle-Ville et, par conséquent, dans la Suisse entière, comme organisation à but non lucratif. Les dons pour GBS Suisse peuvent être déduits des impôts selon les réglementations cantonales.